



La sociologie en Algérie

Kamel Chachoua

► To cite this version:

Kamel Chachoua. La sociologie en Algérie: L'histoire d'une discipline sans histoire. Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Karthala. Les sciences sociales en voyage L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur, 2010, 9782811103330. halshs-01157996

HAL Id: halshs-01157996

<https://shs.hal.science/halshs-01157996>

Submitted on 29 May 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La sociologie en Algérie

L'histoire d'une discipline sans histoire

À la mémoire d'Alain Roussillon

L'histoire sociologique de la sociologie en Algérie

Beaucoup remonte les débuts de la sociologie en Algérie à 1971 année de la « refonte » de l'enseignement supérieure qui avait officiellement consacré la sociologie comme discipline autonome dans l'université algérienne. Or, à cette date même il y'eut déjà, à l'université d'Alger en particulier, un corps « constitués » de jeunes sociologues algériens mais aussi un corpus de texte et une production sociologique fine est généreuse sur la société algérienne. Bien qu'invisible et inaudible le terme de sociologie en Algérie est apparu dès l'affirmation officielle de l'école durkheimienne en France. En 1884 M. Sabatier donnait, à Alger un cours « de sociologie indigène »¹, puis tout au long du XXème siècle on parlera de « sociologie musulmane », de « sociologie berbère » mais la sociologie ne s'est affirmée en tant que discipline et enseignement à part entière à l'université d'Alger qu'à la fin des années vingt du XXe siècle quand René Maunier, disciple de M. Mauss et élève de l'école durkheimienne fut chargé dans les années 20 du XXème siècle, à la faculté de droit d'Alger d'un cours intitulé

¹ M.Sabatier, cours de sociologie indigène, le petit colon, 16 Décembre 1884. En 1913 A.S. Boulifa , premier berbérisant Kabyle donne le titre suivant à son manuel de grammaire kabyle :*Méthode de langue Kabyle, étude linguistique et sociologique sur la Kabylie du Djurdjura*, Alger, Adolphe Jourdan, 1913.

« Économie et sociologie algérienne »² titre auquel René Maunier aurait préféré, selon ses dires, celui de « sociologie de l'Algérie »³. Prés de trente ans après, en 1958⁴, P. Bourdieu choisit de donner le titre de « sociologie de l'Algérie » à son premier livre de sociologie. En 1956 J. Berque avait lui aussi intitulé un de ses célèbres articles publié dans la revue des annales : « cent vingt cinq ans de sociologie maghrébine ». Ce n'est pas tout, avant cette institutionnalisation seconde de la sociologie en Algérie existait déjà à l'université d'Alger un certificat de « morale et sociologie » dans le cadre de la licence de philosophie et vers la fin des années cinquante la licence en lettres et sciences humaines comprenait après la propédeutique, quatre « certificats » : sociologie, psychologie sociale, économie politique, démographie et ethnographie de l'Afrique du nord, ces certificats sont tous « logés au même troisième étage qui appartient essentiellement à la philosophie »⁵. Puis au tournant des années 60 Claudine Chaulet souligne que « les enseignants algériens étant très peu nombreux, les cours étaient assurés pour l'essentiel par des coopérants, francophones et arabophones, dont beaucoup étaient venus par choix de l'Algérie révolutionnaire »⁶. La sociologie comme beaucoup d'autres disciplines des sciences humaines et sociales en Algérie est amputée d'une partie de son histoire coloniale et post-coloniale qui empêche de comprendre pourquoi les sociologues algériens ne cessent de s'interroger depuis quarante ans sur la légitimité et l'utilité de la sociologie en algérie et de la sociologie de l'algérie⁷.

La renommée scientifique des travaux de P. Bourdieu sur l'Algérie, l'implication et la réputation politique et scientifique des sociologues et de la sociologie française dans le

² Cf René Maunier, *Mélange de Sociologie Nord Africaine*, Paris, librairie Félix Alcan, 1930 p36.

³ Op cit p 37

⁴ P. Bourdieu, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Puf, coll. que sais-je ?, 1958.

⁵ Guerid Djamel, *Société Algérienne et sciences humaines*, texte ronéotypé.

⁶ Cf C. Chaulet « la sociologie au service du développement », rétrospective, in A. Lakjaa (coordination), *sociologie et société en Algérie*, Casbah éditions, Alger, 2004, p66.

⁷ On peut citer en premier le 24^{eme} congrès internationale de sociologie qui s'est tenu à Alger du 25 au 30 Mars 1974 intitulé « Développement des pays du tiers- monde et études sociologiques », dix ans après à Oran, du 26 au 29 mai 1984 s'est tenu un colloque sur : « les sciences sociales aujourd'hui ». Deux ans après les 28,29 et 30 avril 1986 s'est tenu de nouveau à Alger un colloque nationale de sociologie sur : « changements sociaux en Algérie depuis l'indépendance », moins d'un an après ce colloque s'est tenue à Alger les 11 et 12 Novembre 1997 un colloque sur : « Société Algérienne et Pratiques sociologiques » et enfin le 4,5,6 Mai s'est tenu à Oran un colloque nationale de sociologie intitulé : « Sociologie et société en Algérie : quels rapports ? ». On peut agréger à cette liste le colloque qui s'est tenu les 22, 23,24 Novembre 1999 à Timimoune intitulé « quel avenir pour l'anthropologie en Algérie ? », on peut aussi ajouter une partie des communications du symposium des sciences sociales qui s'est tenu en septembre 2003 à Oran ou une partie des communications traitaient de la sociologie en Algérie. A tous cela il faut ajouter les colloques organisés à l'étranger, en France en 1991 à l'institut du monde arabe et sous la direction de Fanny Colonna s'est tenue une rencontre sur : « sciences sociales et sociétés arabe », à Marrakech s'est tenu les 18-21 Septembre 2001 un colloque sur : « les sciences sociales dans le monde arabe d'aujourd'hui ». Tous ces colloques évoquent les difficultés et les malaises de la discipline entre autres sujet bien sûr mais ce qui est aussi intéressant à souligner c'est le fait qu'aucune autre discipline n'a suscitée autant d'interrogation en genre comme en nombre.

mouvement de Mai 1968 qui eu, un écho , une influence et une sympathie politique et disciplinaire sur *les social scientist* en Algérie, la tenue à Alger (un choix sociologiquement symbolique) du XXIV éme congrès internationale de sociologie en 1974 avait donnée à la sociologie « algérienne », alors naissante, un rayonnement et une légitimité nationale et internationale et avait dédouané et lavée la discipline de tout soupçon colonialiste ou impérialiste. Plus encore, la place et l'autorité de la sociologie comme discipline universitaire en Egypte (pays qui fut l'exemple et le phare du nationalisme arabe pour l'Algérie en particulier) a donnée une légitimité arabe que le nom d'Ibn Khaldoun a définitivement consacré. Tous ces textes, tous ces contextes, tous ces faits et ces symboles politiques et scientifiques, nationaux et internationaux ont fait de la sociologie algérienne une discipline élégante, intéressante et bienveillante au cours des années 70 du XXème siècle. Mais cette euphorie disciplinaire n'a malheureusement pas franchit la décennie 80 du XX eme siècle et malgré ce capital scientifique, politique et symbolique, la discipline commence dès 1980 à se « paupériser », à se « dévaloriser » et même à « déperir ».

En effet depuis 1980, (année de l'arabisation de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales) La sociologie en Algérie se retrouve devant trois impossibilités : l'impossibilité de se faire en langue française, l'impossibilité de se faire en langue arabe, l'impossibilité de ne pas faire de la sociologie du tout. On peut dire que la sociologie en Algérie tel qu'elle est faite j'usqu'ici et tel qu'elle se fait n'est que la tentative de trouver une alternative à ces trois « impossibilités ». En effet la sociologie est l'une des disciplines des sciences humaines et sociales qui a le plus souffert de la politique d'arabisation en Algérie qui est simultanément une œuvre de domestication⁸ de la discipline par le pouvoir et ainsi et aussi de sa dévalorisation dans le champs scientifique nationale et internationale. La sociologie Algerienne peine aussi à cause de sa « double demeure »⁹ car, elle oscille entre le champs nationale (algérien) et internationale des sciences sociales (français en particulier). Cette « identité » française de la sociologie algérienne est aujourd'hui ni assumée ni reniée bien que les enseignants de sociologie en Algérie (surtout pour les départements de sociologie d'Alger, de Constantine et d'Oran) sont majoritairement formés en français et même

⁸ Cf R.Bellil, « La domestication du savoir sur la société : remarques sur la sociologie en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, CNRS, 1985, p. 505-535.

⁹ F.Colonna, 1991, (sous-direction) Sciences sociales et sociétés Arabes, peuples méditerranéens, n° 54-55.

souvent, jusqu'au années 90 (les poste-gradués) en France. L'obligation d'enseigner en langue arabe contraint ces enseignants en particuliers à un usage récurrent et intensif, de mots, de noms et de concepts français (c'est aussi le cas pour les disciplines comme la psychologie ou l'économie) ce qui affecte beaucoup le rapport pédagogique entre enseignants et étudiants mais aussi et surtout ravive les rancunes politique et linguistique et enfin crée un complexe disciplinaire et linguistique voire identitaire chez les étudiants. Aujourd'hui près de quarante ans après la naissance de la sociologie comme discipline, près de trente ans après son arabisation les enseignants francisant restent dominant dans les départements d'Alger, de Constantine et d'Oran, ils sont aussi dominants dans le rang de professeurs, dans les trois anciens départements comme dans les nouvelles universités provinciales¹⁰.

Trente ans après la réforme de 1971 on ne connaît pas, en Algérie, de revue de sociologie connus et reconnus à l'échelle nationale en langue arabe ou française. La sociologie n'a donnée ni un maître ni un disciple de renom. Aucune des grandes librairies de la capitale, même l'office des publications universitaire (OPU), ne possède de rayon consacré à la sociologie. On ne trouve pas sur les étalages ni un manuel ni une étude qui se réclame de la sociologie et le phénomène de traduction (de l'arabe ou vers l'arabe) comme celui de la citation¹¹ et de la Co signature nationale et internationale, indice de la « collectivisation de la recherche »¹², est en Algérie¹³ presque inconnu alors qu'il est depuis 1980 en nette croissance partout dans le monde de la recherche et de la publication scientifique. Pourtant, presque toutes les universités sont équipées de départements d'enseignement de la sociologie. Il y a environ plus d'un millier d'enseignants et presque autant de chercheurs en poste dans les divers centre ou unités

¹⁰ A.Lakjaa montre que le nombre des communications en français dans les colloques consacrés à la sociologie est en décroissance régulière depuis 1984 : « au colloque d'Oran de 1984, écrit-il, toutes les communications étaient présentées en français, au colloque d'Alger de 1986 parmi les 25 communications, seules 6 ont été présentées en arabe et , enfin au dernier colloque d'Alger en 1996, le nombre des communication en arabe et en français était quasiment égale : 22 en français et 19 en arabe ...mais au colloque d'Oran en 2002 sur les 34 communications seules 11 ont été présentés en français, leurs auteurs sont tous des enseignants des quatre ancienne universités : Alger (3), Oran (6), Constantine (1) et Annaba (1) » in A.Lakjaa *op cit* p 12.

¹¹ Voir l'unique esquisse d'un article sur ce thème au Maghreb, Ahmed Arrif,

¹² Cf Yves Gingras, « les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique » in Actes de la recherches en sciences sociales, 141-142, Mars 2002, pp31-45.

¹³ Ce n'est pas le cas au Maroc qui connaît une tradition de la recherche et de la publication collective redevable sans aucun doute à P.Pascon et le groupe qui travaillait avec lui et qui a perpétué cette esprit et cette façon de travailler jusqu'à aujourd'hui comme le montre ces deux dernières publication de , Mohammed Tozy, A.Lakhsassi, Fadma Ait Mous, Aicha Belhabib, A.Chahir, *usages des identités au Maroc*, Imprimerie Najah, Casablanca, 2006. Aussi, M. Al Ayadi, H. Rachik, M.Tozy, *L'islam au Quotidien, enquêtes sur les valeurs et les pratiques religieuses au Maroc*, éditions Prologues, Casablanca, 2007.

de recherches dispersés dans les quatre coins du pays. La sociologie est aussi une discipline « choyée » par le pouvoir algérien qui s'est toujours attaché des conseillers sociologues au cabinet présidentiel comme A.Megherbi pour Chadli Bendjedid et A.Dheghloul pour l'actuel Président Abdelaziz Bouteflika. De ce point de vue, la sociologie en Algérie ressemble à la situation de la sociologie dans les pays d'Europe de l'est ou des pays bas où elle constitue, comme le dit joliment Johan Heilbron¹⁴ « un cas limite de forte légitimité sociale et de faible légitimité scientifique et intellectuelle ». La distinction la plus terrible de toutes est dans le fait que la sociologie reste, après le journalisme, la discipline la plus fleurie par les assassinats terroristes après 1992 ; quatre sociologues ont eu la gorge tranchée ou tués chez eux (M.Boukhobza, Dj.Liabes, Y.Sebti, Stambouli). Depuis, certains d'entre eux, et non des moindres, ont choisi de « quitter la discipline » ou du moins ont renoncé à se considérer comme ses disciples, d'autres furent fauchés prématurément par la mort comme (Faouzi Adel, Mahfoud Bennoun, Said.Chikhi). À cette liste macabre il faudrait rappeler aussi que parmi les nombreux journalistes assassinés durant cette guerre du terrorisme, une poignée d'entre eux sont diplômés de la sociologie. Ce n'est pas tout, de nombreux sociologues algériens furent contraints à l'exil en France surtout depuis le début du terrorisme en 1992 où ils sont souvent bien appréciés dans le milieu de la recherche et de l'enseignement supérieur. Cela étant dit, bien que la sociologie algérienne est invisible à l'échelle internationale elle est néanmoins la discipline la plus ouverte et la plus importatrice de courants, d'idées, de méthodes, d'outils, à partir de l'étranger, du monde arabe et de l'occident en particulier (l'Egypte et la France surtout) que montre bien la circulation jamais interrompue des idées et des personnes mais aussi les références bibliographiques des livres, des articles, des mémoires de licence, de magistère sans parler des programmes de sociologie qui souffrent même de l'absence de la société algérienne, de ses problèmes sociaux, de ses différences sociales, linguistique et politique.

La sociologie « nationale » : Du stade pré-disciplinaire à l'Etat disciplinaire

Le défi politique de démocratisation et de massification de l'enseignement supérieur, le besoin pressant de remplacement et de formation de cadres administratif et technique

¹⁴ Cf Johan Heilbron, « Particularités et particularismes de la sociologie aux pays –bas » in Actes de la recherche en sciences sociales, 74, Septembre 1988, pp76-82.

pour pallier à l'hémorragie des cadres français partis en 1962 imposait à l'Algérie indépendante une politique scolaire et pédagogique souple et généreuse en matière d'accès à l'université, de passage aux examens et différents concours et enfin de réussite aux diplômes. D'ailleurs, un des articles du projet de refonte de l'enseignement supérieur de 1971 se fixe comme objectif principale *«la suppression des déperditions massives dans les effectifs d'étudiants en cours de formation»*¹⁵. Malgré une large palette de choix et les encouragements pour l'accès à l'université, le choix disciplinaire des premiers étudiants de l'Algérie indépendantes reste principalement concentré dans l'ordre suivant: les Mathématiques d'abord, la médecine puis les sciences exactes, les sciences naturelles, l'économie, le droit et en dernier, les lettres et sciences humaines. C'est dans le même ordre hiérarchique et disciplinaire que la brochure de la réforme de l'enseignement supérieure où sont présentées *«les mesures spécifiques à chaque domaine d'enseignement»*¹⁶, aborde les disciplines. En-tête du chapitre de présentation, sont placées les études de Mathématique, de médecine, de pharmacie et de la chirurgie dentaire, viennent ensuite les sciences naturelles, les sciences économiques suivies des études juridiques et enfin, en dernier, les lettres et sciences humaines. Une hiérarchie qui s'est même traduite et projetée sur l'espace à la faculté d'Alger où le département des mathématiques et tout en haut de la fac et juste a « ses pied » se trouvent les bâtiments de médecine, puis au centre, près du jardin botanique, sont logés les sciences naturelles et tout en bas vers le centre ville les lettres et sciences humaines. Plus tard et suite au décret de la restructuration des universités qui a fait éclater les disciplines en un peloton d'instituts, les départements et les facultés sont définitivement et physiquement séparés sur l'espace. Les études scientifiques (ie les sciences exactes) sont installés dans la prestigieuse université des sciences et technologie Houari Boumediene, les études juridiques politiques et administratives sont logées sur les hauteurs d'Alger, les lettres et les sciences économiques au centre ville tandis que les sciences sociales furent « jetées » dans les locaux d'un institut islamique dans la banlieue est d'Alger, transférés depuis 1988 à Bouzareah, en banlieue nord dans les locaux d'une ancienne caserne. J'usqu'au début des années 90 la quasi-totalité des étudiants qui choisissent certaines des filières des lettres et sciences humaines comme la philosophie, l'histoire, la géographie, les langues étrangères «signaient» un contrat avec l'Education Nationale

¹⁵ Op cit. p14

¹⁶ Cf. *La refonte de l'enseignement supérieur* op cit. pp21-36

qui leur versait alors un présalaire¹⁷ (au lieu de la bourse d'étude). Ces disciplines « d'enseignements » sont souvent le choix d'étudiantes et d'étudiants détachés de l'enseignement moyen (collège) ou primaire, de bacheliers chef de famille, d'étudiants trop redoublants ayant perdu leur droit à une bourse ou encore d'étudiants attardés à force de changer d'orientation. Tous sont attirés par l'option du « présalaire » et du contrat avec l'éducation nationale qui s'engage en retour à leur garantir une proposition d'affectation dans un établissement d'enseignement secondaire à l'issue de leur formation. Quant aux autres disciplines des sciences humaines et sociales comme le journalisme, les sciences politiques, les sciences économiques, l'interprétariat ainsi que certaines spécialités « dur » comme le génie civil, la mécanique, l'électronique, l'informatique, l'architecture (pour les sciences exactes) elles sont souvent le choix d'étudiants de conditions et de positions sociales aisées, des choix neufs et innovants pour les étudiants de classe subalterne qui jugent ces « choix » comme risqués, prétentieux et adroits pour eux.

Au bout d'une toute petite décennie (dès 1980) l'ordre des disciplines subit un nouvel reclassement pour ne pas dire un vrai « carambolage » qui a déclassé de nombreux choix disciplinaires. L'ouverture de nombreux centres universitaires dans plusieurs chefs lieux de wilaya (département) a transformé certaines disciplines prestigieuses et convoitées comme le droit, les sciences médicales, les sciences exactes et les sciences économiques en des disciplines de masse. Ces chantiers (dans le sens bétonnier du terme) de provincialisation des universités et de l'enseignement supérieur ouvert au milieu des années 1970 a contribué à faire des disciplines comme le journalisme, les langues étrangères, les sciences politiques, la sociologie et la psychologie (pour les sciences humaines), l'architecture, l'informatique, la biologie pour (les sciences exactes), des disciplines prestigieuses et ambitieuses parce qu'inexistantes dans les nouvelles universités provinciales. Depuis, et par réaction, les bacheliers provinciaux, particulièrement ceux d'entre eux qui sont les plus prétentieux optent pour des disciplines comme la sociologie, la science politique et le journalisme (l'architecture ou les sciences naturelles pour les bacs sciences) qui ne leur paraissent pas intéressantes parce qu'elles sont absentes chez eux en province. Un choix qui ne leur semble

¹⁷ Equivalant au SMIG dès la première année, ce présalaire évolue en 4^{ème} année jusqu'à atteindre près de 70 % du salaire de base d'un enseignant du secondaire.

hautain que parce qu'il est lointain¹⁸. Ces disciplines (Sociologie, science Pô, interprétariat, psychologie, journalisme) sont devenus à la fin des années 70 et début des années 80 du XX^{em} siècle plus convoitées parce qu'elles donnent aussi l'impression d'un voisinage et d'une proximité avec la science exacte et économique d'une part et la science politique et le pouvoir ou l'état d'autre part. Des disciplines ambitieuses et prétentieuse comme l'écrit G. Canguilhem¹⁹ qui aspirent et inspirent les bacheliers les plus prétentieux et les plus ambitieux qui veulent donner et recevoir un maximum de profits et d'avantages symboliques et matériels de leur diplôme (le baccalauréat lettres) qui est, pourtant, le moins doté en valeur sur le marché algérien des titres scolaire .

Nombre de bachelier ont une conviction et une définition sommaire et lapidaire de la sociologie qui est pour eux une discipline qui forme aux métiers de l'administration des sociétés nationales, d'établissements public et de direction des centres d'éducation, de rééducation et même aux métiers de tourisme ou d'officiers dans le domaine de sureté nationale (police et gendarmerie). Très peu en tous cas aspirent aux métiers de sociologue qui fut jusqu'à une époque récente un bien grand mot. Cette imagerie de la sociologie comme discipline « bureaucratique » est apparu et surtout « renforcée » autour des années 1970 par le projet de la refonte de l'enseignement supérieur (1971) où il est écrit que : *« les enseignements en sociologie devront refléter dans leurs objectifs les préoccupations liées aux processus de développement et à l'élaboration d'une culture nationale progressiste et révolutionnaire »*²⁰. Dès son « invention », la sociologie en Algérie est conçue et perçu comme une sorte de fabrique de « décolonisateurs » qui vont accompagner le développement et les révolutions

¹⁸ Depuis le début du terrorisme en 1993 la tendance de nombreux bachelier c'est inversée : ils peuvent renoncer à certaines disciplines de leurs choix rien que parce qu'elles n'existent pas dans leurs université régionale. Cette attitude est encore plus régulière chez les filles. Saïd illustre bien ce « calcul disciplinaire » auquel est affronté tout nouveau bachelier surtout lorsqu'il est provincial « Moi j'avais Bac avec mention bien, je pouvais avoir n'importe quelle option. Il suffit que je choisisse quelque chose. Nous sommes prioritaires. Et bon, j'ai fait le premier choix, c'était l'informatique, d'abord par rapport à la région. Par rapport à la région, pour ne pas aller peut-être à Sétif ou à Alger ou parce que, je disais, c'était encore chaud. Donc déjà, si tu pars loin, bon si tu pars à Alger par exemple, les parents s'inquiètent un peu. A Alger, on entend, de temps à autre comme ça, des bombes euh, par-ci par-là, donc on préfère rester quand même en Kabylie donc, plus ou moins calme, dans un lieu plus ou moins calme. Et puis en Kabylie, y'avait à ce moment-là l'université de Bougie, elle était encore un centre universitaire, il y avait pas assez de spécialités, c'était encore un centre universitaire donc il reste une possibilité, c'était l'université de Tizi-ouzou. Et l'université de Tizi-ouzou, y'avait pas, ce que je pouvais faire, bon y'a Médecine, je ne veux pas faire médecin, donc il me reste les filières techniques, électronique, informatique et ainsi de suite, c'était plus pour avoir un emploi, c'est pour des débouchés, de meilleurs débouchés. Parce que l'informatique, on sent qu'il y a plus d'opportunités de travail, que, d'embauches que les autres études. Et en même temps, après juste le Bac, j'ai fait un concours à l'Ecole Nationale d'Administration. C'est l'école la plus réputée, la plus renommée en Algérie. J'ai fait le concours, j'étais admis mais sur place j'ai su que les études se faisaient en Arabe, j'ai arrêté. Je ne voulais pas faire d'études en Arabe » (Mohammed, chargé de cours vacataire en informatique)

¹⁹ Cf. Georges Canguilhem, « Idéologie et rationalité » in *L'histoire des sciences de la vie*. Paris VRIN 1977 p33-45

²⁰ Cf. P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris Minuit 1984 p224

industrielles, agricoles et culturelles. En même temps, il est aussi attendu de cette discipline qu'elle remplace, qu'elle lave et corrige, l'erreur, l'affront que représentait les disciplines comme l'ethnologie, l'ethnographie et l'anthropologie considérée à l'époque (et encore aujourd'hui même) comme des sciences et des disciplines « collaboratrice » du projet colonial et qui se sont vu d'ailleurs « rejetées » de l'université à l'issue de cette réforme de 1971 qui appelait à ce que : « *les matières a orientation contaminée par l'idéologie colonialiste (histoire, ethnographie, ethnologie) ou entachées d'orientation (philosophie, langues et cultures arabes) seront soumise à un processus de décolonisation, Pour ces matières, le contenu des cours semestriels, et surtout le choix des sujets de mémoire et de thèse devront autant que faire se peut, porter sur des questions intéressant notre pays et notre développement, seront particulièrement encouragés les enseignements tendant à réhabiliter des secteurs de la culture nationale. On abolira dans toutes les sections, des matières qui surchargent dangereusement les programmes (langues mortes et formes archaïques des langues vivantes : ancien et moyen français, vieil anglais, vieil espagnol, vieil Italien et tous les archaïsmes (histoire de la philosophie notamment) au profil des problèmes et des questions d'actualité, on veillera à n'accorder aucune place au vieil académisme, pointillisme ou à l'érudition stérile dans l'enseignement*²¹ ». le grand paradoxe c'est que cette « toilette » que la réforme appelle de ses vœux afin de nationaliser les programmes et les rendre plus pratique ou du moins plus cohérents aux réalités de la société algérienne ne s'est pas traduite concrètement dans les programmes de la sociologie mise en place à l'issue de cette réforme même , pire, la société algérienne, sa religion, ses travailleurs, son histoire, sa pluralité ethnique, linguistique et politique et complètement oubliée, niée et « impensée ».

Sur l'ensemble des programmes des huit semestres que compte la maîtrise de sociologie un seul cours (qui occupe tout un semestre) est consacré à Ibn Khaldun. Du DEUG à la maîtrise aucun cour, aucune unité de valeur ne traite des sociétés arabes, de l'Afrique, de l'islam, même pas du Maghreb et de la colonisation etc²², seules deux modules ont un rapport (aussi louche que lâche) avec la société algérienne en l'occurrence : *l'analyse sociale de l'histoire de l'Algérie*, en premier trimestre qui est une historiographies

²¹ Cf. Refonte de l'enseignement supérieur op cit. p36

²² Sur les vingt sept unités que contient le programme du DEUG, les statistiques et les mathématiques occupent quatre unités, la terminologie cinq unités, la méthodologie, le rapport de stage, les exercices de terrain cinq unités, l'économie (micro-macro socialiste) quatre unités, la psychologie sociale deux unités, la sociologie générale et sociologie politique deux unités, la sociologie culturelle une seule.

nationale et nationaliste de l'Algérie et *l'étude de la charte de la révolution algérienne* au quatrième trimestre . Mais l'hérésie la plus « grave » c'est qu'aujourd'hui même aucun des travaux de chercheurs ayant travaillé sur la société algérienne, algérien ou maghrébin soit-il²³ (M. Mammeri, A.Sayad, P.Bourdieu, J.Berque, P.Pascon, Khatibi, A.Hammoudi, A.Laroui, S.Chaker, F.Colonna, A.Djeghloul, A.Kadri, R.Bellil, M.Haddab etc) n'est présent ni dans les cours, ni dans les programmes, ni même dans les différentes orientations bibliographiques suggérées aux étudiants durant leurs formation. Cette « omission de soi » dû à toute une représentation sociale de la science comme un savoir hautain et lointain d'une part mais aussi à la difficulté de se penser comme un digne penseur et de se prendre comme objet de pensée et d'auto-analyse a empêché beaucoup de disciplines en sciences sociales de faire un travail d'accumulation et aussi à générer des maîtres et des disciples « nationaux ». Les mémoires de fin de licences (équivalent du mémoire de maîtrise en France) qui occupent tout le dernier semestre (S8) sont souvent pour les étudiants, l'occasion d'une affirmation de soi d'autant plus que les soutenances sont public et devant un jury. Ces mémoires de licence sont aussi révélateurs de la passion et de l'intérêt des étudiants à la discipline et à la pratique sociologique. Ils saisissent souvent cette occasion pour aborder de « vrai » objet sociologique (le chômage, le suicide etc.) et ethnologique, (comme par exemple, les mariages, la maison kabyle, le village, la poésie, les rituels etc.). Leurs « choix » recoupent bien souvent leurs origines ethniques et sociales. Les spécialités « rural-urbain », « « culturelle » attire plus fréquemment les filles et les garçons provinciaux²⁴ tandis que la sociologie industrielle est souvent remplie d'étudiants « urbains », rarement des filles. À Oran selon une étude de Mohammed Bachir²⁵ sur un échantillon d'étudiants arabisants et francisants en sociologie entre 1972 et 1982 il souligne que la majorité des étudiants d'origine urbaine (Oran et banlieue) sont francisant et ceux venus des campagnes sont en majorité arabisant. Plus encore, une majorité des arabisants sont venus à l'université et à la sociologie par un autre diplôme que le bac alors que les francisants sont tous bacheliers. Enfin remarque t-il aussi que la moyenne d'âge des étudiants en sociologie est plus élevée par rapport aux autres disciplines, ce qui est dû dit-

²³ A titre d'exemple on peut citer quelques noms (tout en étant aussi innexhaustif) : M. Mammeri, A.Sayad, P.Bourdieu, J.Berque, P.Pascon, A. Khatibi, A.Hammoudi, A.Laroui, S.Chaker, F.Colonna, A.Djeghloul, A.Kadri, R.Bellil, M.Haddab, S.Chikhi, A.El Kenz. N.Marouf etc

²⁴ On trouve la même division dans le cas des sciences naturelles où les filles choisissent les sciences de la vie (zoologie, la Botanique etc) alors que les garçons optent presque exclusivement pour la science de la terre (géologie, agronomie etc)

²⁵ Cf Mohammed Bachir, *introduction à une étude sur la sociologie en Algérie entre 1972-1982*, (en langue arabe, c'est nous qui traduisons le titre) Alger, OPU, 1994, 107p.

il « au fait que la sociologie reçoit en effet beaucoup de redoublants, d'étudiants qui se réorientent ou qui viennent tardivement aux études universitaires »²⁶.

1980- 2000 : La crise sociale de la sociologie

Dès 1983 on observe une chute bien franche dans le taux de réussite au baccalauréat qu'il faudrait bien connecter à la chute du prix de pétrole et à l'émergence des premières émeutes sociales de plein air en Algérie auxquelles les étudiants étaient impliqués directement comme dans le cas de l'université de Tizi-Ouzou, ou de Constantine. Malgré une politique plus restrictive d'admission au diplôme de baccalauréat depuis 1983, le nombre d'étudiants inscrits, continue d'augmenter tandis que le niveau semble régresser et ce de l'avis même des enseignants de sociologie. Comme la situation économique fut durant les années 90 dominée par l'insécurité et la récession les constructions d'universités nouvelles se stagnent tandis que l'offre et la demande en place augmente. La solution fut toute trouvée dans une sorte de bricolage mobilier et immobilier, comme c'est toujours le cas dans pareilles situations : On construit des amphithéâtres sur les espaces verts de l'université, on transforme les cités universitaires en salles de cours et on réaffecte des sites, des établissements et des bâtiments publics appartenant à l'armée, à l'hôpital, à la prison en campus et en site universitaire pour ajouter de nouveaux départements et introduire de nouvelles disciplines. Ainsi, beaucoup d'anciens centres universitaires sont devenus, du jour au lendemain, dans les années 90 des facultés et des universités à part entière. À cette paupérisation « immobilière » de l'université il faut ajouter la précarisation matérielle et symbolique du personnel enseignant par la baisse de leurs pouvoirs d'achat et leur dévalorisation symbolique par l'exil et la mort de certains (et non des moindres) de leurs collègues par le terrorisme. C'est tout cela qui fait la justesse de cet abominable constat de Hasni Amina Kadri²⁷ qui, dans un article consacré à la sociologie dans une université de l'est Algérien (Annaba) écrit « ...la logique du clanisme et du régionalisme c'est développée à l'université de la même manière que cela s'est produit dans les autres institutions...ce

²⁶ M.Bachir, op cit p 59.

²⁷ Cf Hasni Amina Kadri, « L'enseignement de la sociologie du travail : à la recherche d'un sens » in Lakjaa Abdelkader : (sous direction) Sociologie et société en Algérie, Alger, Casbah édition, 2004, pp99 - 117.

qui importe pour l'enseignant poursuit-elle, n'est pas de s'intéresser au savoir qu'il va dispenser aux étudiants, mais comment et jusqu'à quelles limites il peut utiliser ses relations (et non son statut qui s'est dévalorisé socialement) pour évoluer dans sa carrière professionnelle, obtenir un stage à l'étranger, une bourse, un logement etc ...il devient un fonctionnaire de l'état qui se soucie beaucoup plus du salaire qu'il doit recevoir à la fin du mois que du travail qu'il accomplit » quant aux étudiants de sociologie son constat est aussi implacable elle souligne que « *les étudiants sont présent à l'université pour occuper leurs temps, les filles pour éviter de rester à la maison et les garçons pour reporter leurs incorporation au service militaire* » quant aux choix de la sociologie comme filière par les nouveaux bacheliers elle remarque que celle-ci « *est le réceptacle des « bacheliers sans mention », des « repêchés du bac » et enfin des réorientés des filières scientifiques pour cause d'échec* »

Aujourd'hui les étudiants comme les étudiantes retardent et reportent volontairement leurs sortie de l'université par l'ajournement d'examens afin de reconduire la bourse, la chambre universitaire et le certificat de scolarité qui leurs permet d'obtenir ou de renouveler leur « sursis militaire » et du coup retarder leurs incorporation au service national. Ce « retard volontaire » leurs permet aussi de préparer des dossiers de préinscription à l'étranger, d'affiner leurs candidature à l'émigration au Canada ou dans les pays arabe du Golf comme en témoigne cet étudiant en informatique, recruté comme vacataire depuis septembre 2007 dans une université dans le nord de la France.

« Je me rappelle de la période, ou j'ai eu le bac en 1996, c'était encore la décennie noire, c'était vraiment l'apogée des violences en Algérie, y'avait un très grand problème à ce moment là, c'était le service militaire, les jeunes quand ils terminent les études c'est un très grand problème. Y'a des gens par exemple qui refont l'année, ils tournent à l'université rien que pour avoir un justificatif pour ne pas partir à la caserne. C'est vraiment, y'a des gros risques. Alors, y'avait deux possibilités, partir, foutre le camp d'ici ou bien aller à la caserne (...) la seule possibilité pour partir c'était justement de continuer les études. Donc y'avait presque tous les jeunes qui ne pensaient qu'à ça. Donc avant même de terminer les études, c'est tout le monde déjà qui a préparé le départ (...) c'était le contexte, des années 95-96 et ainsi de suite.. Tout le monde ne parlait que de ça. Partir en France, les pré-inscriptions ? Qu'est-ce qu'il faut faire ? Comment se procurer les coupons-réponses ? Les meilleures universités ? Qu'est-ce qu'il faut faire ? Qu'est-ce qu'il faut réclamer ? Voilà donc euh, c'est à peu

près, en 96, y'avait des conditions qui poussaient vraiment les étudiants à partir. (Un geste de la main avec un claquement du pouce et de l'index). Et puis c'est devenu, je ne sais pas, une sorte de, comme si ça va de soi. Terminée l'Algérie, parce qu'ici c'est difficile de continuer les études. »

Pour tous, garçons et filles, la résidence universitaire au cœur des grandes villes leurs donne l'occasion d'ajourner pour un an ou deux la vie sociale extra-universitaire proprement dite traversée par la crise du chômage et du logement surtout. De tout cela résulte bien sûr une surpopulation des campus, leur paupérisation et leur dégradation aussi. Aujourd'hui, Les chambres universitaires sont partagées par quatre locataires et la queue au Resto-U est pour de nombreux étudiant(e)s désespérante.

«... Tu sens que les choses ne veulent pas s'améliorer. Ce n'est pas qu'elles ne peuvent pas s'améliorer. Je travaille dans une université qui a des budgets, des milliards, et on n'arrive pas à régler des problèmes tels que les portes qui ne se ferment pas, des toilettes qu'on ne peut plus utiliser depuis des années, des fenêtres brisées qu'on ne répare plus, les problèmes du chauffage qui se reposent chaque année. » (Ahmed, 52 ans, enseignant à l'université)

Le quotidien scolaire des étudiants n'est pas des plus faciles, les pressions et les inquiétudes de toutes couleurs qu'ils vivent et qu'ils savent durable pour eux ne font qu'augmenter leur détermination à préparer leurs exil judicieusement, aux prix d'obstacles aussi fâcheux que nombreux.

« On n'a pas de moyens, On n'a pas d'Internet par exemple. C'est important. On doit sortir, on doit payer et cher ... 60 dinars l'heure ! et il faut attendre son tour pendant près d'une heure. Les photocopies, on n'en a pas. Ça n'existe pas au sein de l'université. Je trouve ça assez grave, parce qu'on est obligé de sortir de l'université et tout ce qui s'en suit surtout pour une fille avec tous les embêtements dont on fait l'objet sur les trottoirs. Puis les enseignants aussi sont pas très gentil, ils ne nous aident pas vraiment. Quand on demande de la documentation, ils disent, « allez à la bibliothèque, y'a tout à la bibliothèque ». Je ne sais pas, On a l'impression qu'ils nous disent, « débrouillez-vous ! ». Ce n'est pas la joie, Et puis les étudiants, je ne sais pas, Tu discutes avec un étudiant, il est out...Ça parle que de portable, que d'argent, que de business, que de voiture,... Et les filles, ça ne parle que de mariage, que de trousseau ... » (Latifa, 22 ans, étudiante)

« Partir ça devient encore plus difficile d'année en année, Y'a deux ans ils nous ont inventé Le TCF, le fameux TCF, test de connaissance de la langue française. Puis cette année, je crois le nouveau truc, c'est la boîte Internet, la boîte e-mail. Donc maintenant il faut aller d'abord s'inscrire sur Internet, sur le site du centre culturel français et il nous donne une adresse mail, on a une boîte e-mail quoi avec un code, un numéro et, avec ce code donc, toutes les informations, on les recevra dans la boîte e-mail. Et quand normalement je vais faire ma demande de séjour, de visa je n'aurais pas la réponse par courrier, la réponse sera dans ma boîte c'est tout, boîte e-mail. Voilà, vous allez vous présenter tel jour pour un

entretien tatati... donc c'est ça la nouvelle procédure qu'est payante aussi, puisque le TCF, le fameux TCF est payant... Tout est payant ! Qu'est ce que tu crois ! C'est 4500 dinars, auquel il faut ajouter cette fameuse boîte e-mail à 1 500 dinars, en tout 6 000 dinars. Mais attend même comme ça ce n'est même pas sûr qu'on ait un avis favorable du visa. L'université, ils acceptent ce n'est pas vraiment difficile d'avoir un avis favorable de l'université de France. Le plus difficile c'est le visa. C'est le visa long séjour. C'est ça. » (Kamel, 23 ans, étudiant)

Le diplôme est devenu une source « d'espérance » objective, et une sorte de passeport pour tout un chacun afin de pouvoir « partir » et avoir des chances « objectives » de réussir le projet d'exil qui est devenu pour ainsi, déterminant dans le choix initial de la discipline. L'informatique, le génie civil, les langues étrangères en générale sont devenues depuis, très prisés en raison des débouchés possibles qu'ils offrent sur le marché étranger, en France et au Canada particulièrement.

La sociologie algérienne aujourd'hui : ni Dieu, ni Maître ni Disciple

La décennie 80 peut être considérée comme le temps d'une grande rupture ou d'une interruption dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Si ce postulat est presque admis dans le milieu et le champ politique, artistique et militant il n'est pas encore tout à fait le cas pour le champ scientifique et intellectuel ; du moins aujourd'hui on a pas encore pensé l'impact de ces événements politique sur le champ scientifique ni sur la société civile et surtout sur l'actualité et les temps présent qu' on continue (bien que cela ne soit pas tout a fait faux) a amputer à l'histoire coloniale, comme si le temps de l'indépendance n'est pas encore entré dans l'histoire et fait encore parti du présent sinon d'un passé immédiat. Or, on ne peut comprendre les maux de l'Algérie d'aujourd'hui comme celui du terrorisme, de la dévalorisation des sciences, des disciplines et des savoirs, le désert culturel qui ravage les patrimoines matériel et immatérielle, les métamorphose de disciplines comme la sociologie et l'anthropologie, l'exil des intellectuels (ou la fuite des cerveaux comme on dit d'Algérie) sans un retour et une réflexion sur « quatre vint », terme que préfère certain pour évoquer cette année là.

En effet au tournant de 1980 on a vu presque arriver en un seul mouvement, l'arabisation des sciences sociales, l'éclatement du mouvement berbère, le surgissement de la contestation islamiste auquel il faut ajouter la libéralisation de l'économie (bien que tout a fait primitive) qui a introduit des inégalités sociales aussi

grave qu'illégale. Aussi, depuis cette année là il semble que la France est devenue pour de nombreux algériens de toutes origines et de toutes classes et surtout pour les « diplômés » plus seulement un pays d'immigration mais un deuxième pays et une seconde société où on ne se rend plus seulement pour travailler mais aussi pour vivre et s'épanouir professionnellement et socialement. L'arabisation, le népotisme et le clientélisme avait chassé les intellectuelles et les diplômés avant de contraindre les jeunes à la révolte sur place en 1988. En effet dès le début des années 80 l'enseignement et la recherche en science sociale commence à donner des signes de déclin qu'un des sociologues algérien, A.Djeghloul, jugeait comme « une bonne crise » ou « une crise de croissance »²⁸. La création , en 1985 d'une association de sociologues arabe qu'on pouvait aussi traduire comme un « acquis scientifique » de la discipline n'est finalement que l'expression d'un calcul et d'un narcissisme d'une brochette de sociologues qui voulait facilement et rapidement se faire un nom dans la discipline. Ce projet a d'ailleurs plus suscité et pousser à une sociologie islamique²⁹, (qui ne traite ni de l'islam, ni des musulmans ni de la sociologie proprement dite) qu'à une véritable entreprise de recherche en sociologie dans le monde arabe.

Pourtant et devant ce dévissage de la science sociale en générale, les toutes premières années de la décennie 80, marque aussi paradoxalement, le début scientifique de l'anthropologie qui fut à l'époque, comme l'ethnologie, une discipline « clandestine ».

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, chaque année, s'ouvre en Algérie un centre, un institut, une école doctorale ou un magistère d'Anthropologie, des colloques³⁰ et des textes sur l'anthropologie en Algérie sont publiés par des *social scientist* algériens convertis depuis à la discipline, tandis que la sociologie, qu'on croyait plus légitime et plus connue et

²⁸ A.Djeghloul, « l'expérience de la recherche en sciences humaines à l'université d'Oran. Esquisse d'un bilan, 1982, p24 (document ronéotypé)

²⁹ Voici à titre d'exemple quelques titres publiés en langues arabe que nous traduisons ici :M.Zaimi, la théorie sociologique : d'un point de vue islamique, thèse de doctorat à l'université de Constantine, Constantine, 1997. M.Said.Ramdane al Bouti, le problème des sciences sociales dans nos universités islamique, colloque de la pensée islamique, Sétif (Algérie), 1986. H.Saati, « aux origines de la sociologie dans le coran » revue de la faculté des sciences sociales de l'université islamique Mohammed ben Saoud, Riadh, 1988. M.Z.Al Matoui, une version islamique de la sociologie, 1992. Z.M.Ismail, vers une sociologie islamique, Alexandrie, 1989. A.Abou Al Majd, le besoin et la possibilité d'une sociologie islamique, Alger, 1982. I.Baynous et F.Ahmed , Introduction à une sociologie islamique, Rabat, 1983.

³⁰ Voir l'exemple des deux rencontres en Algérie durant l'année 1999. La première c'est une journée d'étude qui s'est tenue au Centre de recherches préhistoriques anthropologiques et historiques, intitulée : *les anthropologues algériens par eux même*, la seconde il s'agit d'un colloque qui s'est tenu à Timimoune, du 22-24 Novembre 1999 intitulé : *Quel Avenir pour l'Anthropologie en Algérie*.

reconnus, commence depuis la même année (1980) à déperir d'année en année, jusqu'à ce que cette discipline, pourtant neuve et docile en Algérie, devienne vingt ans après, « une discipline comme les autres ». Selon une étude des intitulés d'un échantillon des mémoires de licence soutenus entre 1988 et 2003 il nous est donné de remarquer que les étudiants provinciaux (kabyles en particulier) s'orientent le plus souvent, comme les filles, vers des sujets et des pratiques sociales et culturelles locales et domestiques ce qui fait que leurs objets sont plus anthropologique et/ou ethnologique que « vraiment » sociologique.

Cette « conversion disciplinaire » à l'anthropologie est pour de nombreux chercheurs en science sociale une façon de continuer leur lutte pour « sauver la recherche » en Algérie. Cette conversion est aussi pour eux une façon de continuer une lutte scientifique et politique par d'autres moyens sous le régime totalitaire de l'époque. Cela explique aussi pourquoi, c'est par la science politique ou la science du politique qu'on vient à l'anthropologie au Maghreb d'une part et pourquoi l'anthropologie du Maghreb s'apparente et voisine beaucoup avec la science politique en France. (L'islam savant et/ou populaire, le monde berbère). Plus encore les approches Anglosaxonne *des areas studies*, des *colonial et gender studies* qui saisit dès les années 80 la science sociale française envahit le champs des sciences sociales français sur le Maghreb qui par ailleurs s'y prête bien à la réception de ce genre de mode et de modèle pour tenter de se renouveler et a vrai dire de se libérer du fait colonial qui a toujours bloqué et embarrassé la science sociale maghrébine en France comme au Maghreb. On assiste en effet dès 1980 à une croissance et une visibilité jamais interrompue des études sur le l'islam et le monde berbère en science sociale en France, des objets et des thématiques qui trouvent leurs enracinement déjà dans la littérature coloniale. Cependant, cette parcelle du champ des sciences sociales française sur le Maghreb se trouve être aussi la plus accueillante pour les chercheurs maghrébins en sciences sociales qui sont pourchassés de l'université algérienne par l'arabisation au début des années 80, puis par l'islamisme et le terrorisme dès le début de la décennie 90. À partir de 1993, beaucoup d'entre les chercheurs et enseignants en sciences sociale en Algérie se sont, l'un après l'autre, l'un à l'insu de l'autre, établis et rétablis professionnellement en France où ils forment une véritable diaspora³¹. Si leur présence en France ne soit pas si visible que

³¹ Parmi tant d'autres car on peut pas être exhaustif en pareil cas on peut citer : Tassadit Yacine, Aïssa Kadri, H.Touati , Lahouari Addi, Nadir Marouf, Ali El Kenz , A.Moussaoui, H.Benkheira, Ahmed Bennaoum , A.Bensaad , S.Chaker, Marc Côte, Omar Carlier, Benamar Mediene, F.Colonna .

leur absence en Algérie il est par contre établi depuis et après cet exil que le giron de la réflexion de la science sociale, de la sociologie et de l'anthropologie algérienne en particulier est désormais plus à Paris qu'à Casablanca, Rabat ou à Alger. Quant aux francisants qui sont restés en Algérie, ils sont à leurs tours pourchassés dans les cours magistraux et dans les formations post graduées ou doctorales où ils deviennent encore plus invisible et moins actifs, bref isolés. Certains d'entre eux, les plus habiles et les plus dociles, sont conviés, à vrai dire relégués aux statuts d'experts dans des institutions d'états sans véritable mission sociologique ou politique, d'autres par contre ont choisi d'opérer, à leurs corps défendant, des conversions souvent plus lucratives que l'enseignement dans les départements de sociologies. Quant aux sociologues arabisants ils se retrouvent devant un double isolement : d'une part, ils sont isolés et « méprisés » par leurs collègues francisants dont les rencontres sont aussi rares que sourdes et d'autre part ils sont aussi isolés de la sociologie et des sociologues arabisants du Maghreb et du monde arabe en générale avec qui aucun lien ni échange n'existe du fait que la discipline est presque inexistante en Tunisie et au Maroc, autarcique en Egypte et marginale dans le reste des pays arabes, sans évoquer l'inexistence d'aucun réseau ni tradition d'échange scientifique Sud/Sud. Ce n'est pas tout, car la sociologie « souffre » aussi d'un isolement sociologique dû à l'acquis social et politique de la révolution du 05 octobre 1988 qui a « semi-libéré » le champ associatif, journalistique et politique qui s'est emparé des questions et des mouvements sociaux comme de leurs analyses et de leurs interprétations.

Pire, depuis la mise en place des politiques de libéralisation et de privatisations des entreprises nationales imposées par la mondialisation des économies et le fond monétaire internationale, la sociologie a perdu le marché des sociétés nationales auxquelles elles fournissaient les cadres moyens et supérieurs en administration des ressources humaines surtout. Les changements induits par le multipartisme lui ont aussi presque enlevé le marché de la fonction publique territoriale locale (Maisons de la culture, administrations départementales). L'enseignement dans les collèges et lycées où les jeunes diplômés de sociologie allaient, dès leur premier septembre diplômé, s'est lui aussi fermé à la discipline. Mais, paradoxalement les diplômés de la sociologie semblent apparaître comme ceux qui tirent aussi profit de cette confusion qui entoure leur mission et qui fait d'eux des diplômés « à tout faire ». Selon l'avis de certains diplômés de sociologie, presque tous, ont fini, après moult péripéties, à trouver un emploi satisfaisant pour eux et conforme à leurs souhaits et formation. Nous avons

constaté par exemple, qu'une promotion de sociologues arabisés diplômés en 1990 à donné à l'Algérie, quelques années après avoir passé leurs service militaire et vécus quelques mois ou quelques années au chômage ou dans des missions ou fonctions intermédiaire, un directeur de prison, un journaliste, un enseignant de philosophie, un haut fonctionnaire au ministère, un imam « radical », un savetier, plusieurs docteurs et doctorants en immigration en France, un chercheur, un conseillers au cabinet d'un ministère, un cadre dans une entreprise des hydrocarbures dans le sud algérien, un officier de gendarmerie, un commissaire de police et bien d'autres fonctions qui n'ont pas vocation à être occupées par des « sociologues ». Il nous semble que depuis une dizaine d'année la menace du chômage à rendu les sociologues plus docile devant le marché de l'emploi ; ils n'osent presque plus exiger quoi que se soit de leurs diplôme qu'ils savent « vide » de toute valeur et de tout mérite scientifique. Les femmes semble pâtir encore plus que les hommes du chômage de la discipline, un de nos enquêtés qui fait parti de cette promotion où les étudiantes furent « assez nombreuse voire majoritaire » affirme « qu'elles seraient probablement aussi nombreuse et majoritaire à se retrouver au chômage. . . ». à cette dévalorisation sociale de la sociologie s'ajoute la distance de plus en plus franche que le pouvoir politique manifeste à l'égard de la sociologie. Ce, non pas parce qu'il appréhende les conclusions et les avis de la discipline mais c'est qu'il doute de la pertinence et du pouvoir des sociologues et même de la sociologie, car le pouvoir est, lui aussi, comme le sens commun, saisit et traversé par une sorte d'indifférence et de mépris éthique et scientifique à l'encontre des sociologues et de la sociologie algérienne. cette déconsidération de la sociologie par le pouvoir politique et le sens commun d'aujourd'hui contraste avec l'image de cette discipline durant les années 60 et 70 du XXème siècle pendant laquelle, l'état, les administrations civiles, les sociétés nationales et les collectivités locales recouraient aux sociologues , aux géographes ainsi qu'aux autres praticiens des sciences sociales afin de s'éclairer et de s'orienter dans leurs choix car, à l'époque, entre les sociologues et les politiques régnaient une complicité naïve et aveugle dont les sociologues et la sociologie d'aujourd'hui payent les frais .

Aujourd'hui à coté d'une sociologie islamique introduite au département de sociologie de l'université de Constantine³² depuis prés de dix ans existe un noyau de sociologues bilingues formé à l'université dans les 80 et 90 (au moment fort de l'arabisation et de

³² Cf, F.Diliou, M.Safari, A.Zardoumi, M.Zaimi, R.Mimouni, S.Ayachi, *La sociologie entre déculturation et enracinement* (c'est nous qui traduisons le titre arabe), Dar Al Maarifa, Alger, 1998.

l'islamisation) par des enseignants des deux langues qui, bien qu'ils écrivent en langue arabe principalement lisent beaucoup en langues étrangère. On remarque de plus en plus depuis le début du XXIème siècle dans certains articles et textes publiés mais aussi des communication orales comme à l'occasion des colloques et séminaires faites par ces jeunes sociologues de langue arabe des idées et des modèles théorique de sociologie occidentale qu'on ne peut pas qualifier ni de plagiat ni de simple traduction mais de véritable transfert et circulation sociologique des idées qu'il faudrait aider et accompagner nationalement afin de « dénationaliser » les catégorie de pensée qui est comme le dit P. Bourdieu, « la condition première d'un véritable universalisme intellectuel »³³. A titre d'exemple on peut souligner le fait qu'une étude sur les conversions religieuses , sur la science coloniale, ou sur les confréries écrite en langue arabe même si elle dit et reprend à peu près la même chose qu'un des textes sur le même sujet écrits en français , on constate que celui écrit en langue arabe bénéficie d'une sorte « d'immunité linguistique » et d'une faveur idéologique et scientifique alors que le même texte en français (le même sens) , lors même qu'il est écrit par un sociologue algérien attire des préjugés et une répulsion critique et automatique.

Bref, on peut en effet se réjouir de ce « fleurissement soudain » de la discipline comme semble le dire et l'écrire même certains enseignants de sociologie de l'université d'Alger mais il faut bien savoir que ce n'est là que la reproduction de l'esprit « de marge et de marginalité » qui a toujours caractérisé la sociologie algérienne, maghrébine et arabe en générale et qui fait qu'elle soit aujourd'hui une discipline qui n'a, ni maitre ni disciple.

³³ P.Bourdieu, les conditions sociales de la circulation internationale des idées in actes de la recherches en sciences sociales, 145, Décembre 2002,p8.

Bibliographie :

ARKOUN Mohammed, 1984, « Positivisme et tradition dans une perspective islamique » in *Diogène*, n° 127, Paris.

BANDARA-NELLY Alvaro, 1975, « Pour une sociologie de la Décolonisation », *revue des sciences juridiques économiques et politiques*, XIV.

BEAUD Stéphane, 1998, « Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde Arabe ». Entretien avec Ali El Kenz, *Genèse*, n° 32, p.127-140.

BELLIL Rachid, 1985, « La domestication du savoir sur la société : remarques sur la sociologie en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, CNRS, p. 505-535.

BEN JELLOUN Tahar, 1974, « Décolonisation de la sociologie au Maghreb », *Le monde diplomatique*, n° 245.

BOURDIEU Pierre, 1975, « Sociologie coloniale et décolonisation de la sociologie » in *Le mal de voir*, 10/18, Paris.

Bourdieu Pierre, 1984, *Homo academicus*, Paris, Minuit.

Bourdieu Pierre, « les conditions sociales de la circulation internationale des idées » in *Actes de la recherches en sciences sociales*, 145, Décembre 2002

Canguilhem Georges, 1977, « Idéologie et rationalité » in *L'histoire des sciences de la vie*. Paris VRIN 1

CHAKER Salem, 1982, « La revendication culturelle berbère », in *Les Temps modernes* ; Algérie, n° 432-433 : 439-447.

COLONNA Fanny, 1991, (sous-direction) *Sciences sociales et sociétés Arabes, peuples méditerranéens*, n° 54-55.

COLONNA Fanny, Brahimi Claude, 1975, « Du bon usage de la science coloniale » in *Le mal de voir*, 10/18, Paris.

CUISENIER Jean, 2006, *L'héritage de nos pères, un patrimoine pour demain*, Éditions de la Martinière, 345 p.

DAKHLIA Jocelyne ; 1997 ; « Les Annales et le Monde Arabe », (propos recueillis par Hassan Arfaoui), in *La Revue Mars*, n° 7, p. 45-51.

ENNAJI Mohammed, 1991, « Une science sociale au Maroc, pourquoi faire ? », *Peuples méditerranéens*, n° 54/55, p. 213-220

KADRI Aïssa, 1991, « De l'université coloniale à l'université nationale », instrumentalisation et « idéologisation » de l'institution, in *sciences sociales et sociétés arabe, peuples méditerranéens*, 54/55, p.151-184.

KHATIBI Abdelkbir, 1986, « Vers une sociologie du monde arabe » *Mawaqif*, n° 30/31.

LARDINOIS Roland, 2007, *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*, CNRS-Éditions, 493 p.

LATOUR Bruno, 2006, *Petites leçons de sociologie des sciences*, La Découverte, 251 p.

MADI Mustapha, 2001, « La question linguistique à travers la presse Algérienne de langue arabe, l'Arabisation : du mouvement à la stratégie in Mondialisation et enjeux linguistiques, quelles langues pour le marché des langues en Algérie » ? Ouvrage collectif, s/d de Benguerna M. et A. Kadri, CREAD, Alger, p. 67-83.

MAROUF Nadir, 1982, « Statut et fonction des sciences sociales dans la politique algérienne de développement », in *Les cahiers du C.R.E.S.M*, 14, Politiques scientifique & technologique au Maghreb et au Proche-Orient, CNRS, Paris, p. 248-265.

MAROUF Nadir, FAOUZI & KHEDIDJA Adel : Actes du colloque, Quel Avenir pour l'anthropologie en Algérie ? Timimoune 22-23-24 Nov1999, CRASC, Oran 2002.

MAMMERI Mouloud, 1989, « Une expérience de recherche anthropologique en Algérie », *AWAL*, n°5, p.15-23.

RAICHVARG Daniel, JACQUES Jean, 1991, *Savants et ignorants. Une histoire de la vulgarisation des sciences*, Editions du Seuil, 390 p.

ROUSSILLON Alain, 2002, « La sociologie en Egypte », in *Annales ESC*

Roussillon Alain, 2002, « sociologie et identité en égypte et au maroc : le travail de deuil de la colonisation » in *Revue d'Histoire des sciences de l'homme*, vol 7, oct 2002 , p 125-173.

ROMANI Vincent, 2003, « Sociologues et sociologie en Cisjordanie occupée : engagement et hétéronomie, étude de cas. » in *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n°101/102, p. 107-128.

SHINN Terry, RAGOUET Pascal, 2005, *Controverses sur la science. Pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique*, Raisons d'agir éditions, 237 p.

TENGOUR Habib, 1995, « Le fourvoiement des élites », entretien avec F. Benslama, in *Penser l'Algérie*, n°10, Paris, Edition de l'Aube, p.67-77.

VALENCI Lucette, 1979, « Histoire et anthropologie des pays de l'islam : fission et fusion » in *L'anthropologie en France. Situation actuelle et avenir*. Paris-Cnrs.

WAQIDI Mohammed, 1983, *al-ulum al insaniyya wal-idiyulujiyya* (sciences sociales et idéologies), Dar-at-taliâ, Le Caire.

YACINE Tassadit, 2001, « Chacal ou la ruse des dominés. Aux origines du malaise culturel des intellectuels Algériens », Paris, Editions *La découverte*, 287 p.